

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 8

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 54^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 giugno 2008)

Raccomandazione n. 823 ⁽¹⁾

La politica di difesa della Russia ⁽²⁾

Trasmessa il 30 giugno 2008

L'ASSEMBLÉE,

(i) Constatant l'évolution de la politique de défense de la Russie depuis 2000;

(ii) Constatant les efforts de réforme et de modernisation des forces militaires russes et de développement de leurs capacités;

(iii) Constatant les restructurations et la rationalisation en cours du complexe militaro-industriel de la Russie;

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 5 juin 2008, au cours de sa 4^e séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission de défense par M. Andrea Rigoni, rapporteur (Italie, Groupe libéral), Document 2008.

(iv) Considérant que si ces processus relèvent du droit souverain de l'Etat russe, ils ont aussi des conséquences directes pour la sécurité européenne et internationale;

(v) Considérant à ce titre qu'il est souhaitable pour la Russie d'informer et de dialoguer avec les Etats européens membres de l'UE et/ou de l'OTAN sur les évolutions en cours en Russie dans le domaine de la défense;

(vi) Considérant que cette démarche est indispensable pour résoudre en amont les différences de perceptions qui peuvent créer des tensions entre la Russie, l'UE et l'OTAN;

(vii) Notant que les questions de sécurité et de défense restent marginales

dans le dialogue politique entre l'UE et la Russie alors que la Russie a des capacités qui pourraient être utilisées au profit des missions de gestion de crises conduites par l'UE;

(viii) Exprimant son soutien aux programmes de coopération technico-militaire et industrielle de défense, menés dans un cadre bilatéral ou multilatéral entre des Etats et des entreprises européennes et la Russie, ces programmes étant susceptibles de contribuer à terme à rapprocher la Russie des standards et des pratiques européennes en matière de défense;

(ix) Soutenant la poursuite du dialogue et du travail entre les Etats membres du Conseil OTAN Russie « là où ils ont des intérêts et des objectifs communs »³;

(x) Notant avec satisfaction la poursuite de la coopération en matière de défense antimissile de théâtre entre l'OTAN et la Russie;

(xi) Regrettant que la Russie ait cessé d'honorer ses obligations au titre du Traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE);

(xii) Faisant sienne la position de l'OTAN visant à préserver l'esprit et les acquis du Traité FCE, dont le suivi relève de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE);

(xiii) Considérant à ce titre qu'il est nécessaire de poursuivre les inspections aériennes prévues par le Traité « Ciel ouvert », qui font partie, avec les inspections in situ, du régime de vérification du Traité FCE;

(xiv) Rappelant sa Recommandation n° 796 sur la sécurité dans le Grand Nord qui souligne l'importance stratégique de cette région à la fois pour la Russie et pour l'Europe, notamment dans le domaine de l'énergie;

(xv) Considérant l'importance stratégique de la région du Grand Nord pour l'Europe, la Russie, les Etats-Unis et le Canada en matière énergétique et environnementale;

(xvi) Considérant en conséquence, le Grand Nord faisant en outre partie de la zone dite des « flancs » du Traité FCE, que la Russie doit respecter ses engagements dans cette région et résoudre les conflits de délimitation de zones et d'intérêts par la négociation diplomatique, dans le respect des dispositions de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer;

(xvii) Considérant que tout Etat européen a le droit d'adhérer aux organisations de coopération européennes et euro-atlantiques une fois les critères d'adhésion remplis;

(xviii) Condamnant les déclarations d'autorités politiques et militaires russes envisageant le recours à la force contre la Géorgie et l'Ukraine au cas où celles-ci adhéreraient à l'OTAN;

(xix) Notant la poursuite du dialogue stratégique entre la Russie et les Etats-Unis sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires en dépit des divergences sur le programme de défense antimissile globale des Etats-Unis;

(xx) Notant le potentiel à l'exportation du complexe militaro-industriel de la Russie;

(xxi) Exprimant sa préoccupation en ce qui concerne la poursuite de la coopération technique et militaire et la vente de matériels militaires à l'Iran et au Venezuela;

(xxii) Considérant qu'il est primordial que la Russie, dans sa politique d'exportation d'équipements et de technologies de défense, continue à respecter ses engagements dans le cadre du Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) et de l'Accord de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage;

⁽³⁾ Déclaration du Président – Réunion du Conseil OTAN-Russie au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, Sommet de l'OTAN, Bucarest, 4 avril 2008.

(xxiii) Soulignant l'importance de la poursuite du dialogue interparlementaire que l'Assemblée a engagé avec la Douma et le Conseil de la Fédération de Russie sur les questions de sécurité et de défense européennes,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ÉTATS DE L'UEO MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'OTAN, A:

1. Définir une approche commune visant à associer la Russie, là où les deux parties ont des intérêts communs, aux opérations de gestion des crises de l'Union européenne;

2. Inclure dans le partenariat entre l'UE et la Russie le dialogue sur les questions de sécurité et de défense européennes;

3. Poursuivre, au sein de l'OTAN, le dialogue avec la Russie sur la préservation des acquis du Traité FCE et sur son

évolution et ratifier le Traité FCE, pour les Etats qui en sont signataires;

4. Développer une position commune, en concertation avec la Russie, concernant la zone des flancs, dans le Grand Nord et dans le sud-est de l'Europe, de manière à éviter une nouvelle course aux armements dans ces régions sensibles;

5. Poursuivre, au sein de l'OTAN, la coopération avec la Russie en matière de défense antimissile de théâtre;

6. Poursuivre les coopérations bilatérales et multilatérales entre les Etats européens et la Russie en matière de défense et d'équipements et de technologies de défense;

7. Poursuivre une politique favorable à l'adhésion à l'UE et à l'OTAN de tout Etat européen qui remplit les critères fixés;

8. Maintenir l'Assemblée informée de l'état et de l'évolution des relations entre l'UE, l'OTAN et la Russie en matière de sécurité et de défense.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 823 ⁽¹⁾La politica di difesa della Russia ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) constatata l'evoluzione della politica di difesa della Russia successivamente al 2000;

(ii) constatati gli sforzi di riforma e modernizzazione delle forze militari russe e di sviluppo delle loro capacità;

(iii) constatate le ristrutturazioni e la razionalizzazione in corso del complesso militare-industriale della Russia;

(iv) considerato che, se questi processi competono al diritto di sovranità dello Stato russo, hanno anche conseguenze dirette per la sicurezza europea e internazionale;

(v) considerato a questo proposito che è necessario per la Russia informare e dialogare con gli Stati europei membri della UE e/o della NATO sugli sviluppi in corso in Russia nel settore della difesa;

(vi) considerato che questo passo è indispensabile per risolvere a monte le

differenze di percezione che possono creare tensioni tra la Russia, la UE e la NATO;

(vii) osservato che i problemi di sicurezza e difesa restano marginali nel dialogo politico tra la UE e la Russia, sebbene la Russia abbia capacità che potrebbero essere utilizzate a vantaggio delle missioni di gestione delle crisi condotte dalla UE;

(viii) espresso il proprio appoggio ai programmi di cooperazione tecnico-militare e industriale di difesa, attuati in ambito bilaterale o multilaterale tra Stati e imprese europee e la Russia, trattandosi di programmi che una volta compiuti possono avvicinare la Russia agli *standard* e alle pratiche europee in materia di difesa;

(ix) sostenendo il proseguimento del dialogo e del lavoro tra gli Stati membri del Consiglio NATO-Russia « laddove essi hanno interessi e obiettivi comuni »³;

(x) constatata con soddisfazione la continuazione della cooperazione in materia di difesa antimissile di teatro tra la NATO e la Russia;

(xi) rammaricandosi che la Russia abbia cessato di onorare i suoi impegni previsti dal Trattato sulle Forze convenzionali in Europa (CFE);

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea nel corso della quarta seduta, il 5 giugno 2008.

⁽²⁾ Esposizione dei motivi: si veda la relazione presentata a nome della Commissione Difesa dall'On. Andrea Rigoni, Relatore (Italia, Gruppo liberale), Documento 2008.

⁽³⁾ Dichiarazione del Presidente - Riunione del Consiglio NATO - Russia a livello dei Capi di Stato e di Governo, Vertice NATO di Bucarest, 4 aprile 2008.

(xii) facendo propria la posizione della NATO mirante a preservare lo spirito e le conquiste del Trattato CFE, la cui applicazione compete alla Organizzazione per la sicurezza e la cooperazione in Europa (OSCE);

(xiii) considerato che è necessario continuare le ispezioni aeree previste dal Trattato « Cieli aperti » che, con le ispezioni *in situ*, fanno parte del regime di verifica del Trattato CFE;

(xiv) richiamata la propria raccomandazione n. 796 sulla sicurezza nel Grande Nord, che sottolinea l'importanza strategica di questa regione sia per la Russia che per l'Europa, specialmente nel campo dell'energia;

(xv) considerata l'importanza strategica della regione del Grande Nord per l'Europa, la Russia, gli Stati Uniti e il Canada in materia energetica e ambientale;

(xvi) considerato perciò, dato che il Grande Nord fa inoltre parte della zona detta dei « fianchi » del Trattato CFE, che la Russia deve rispettare i suoi impegni in questa regione e risolvere i conflitti di delimitazione di zone e di interessi per via di trattative diplomatiche, nel rispetto delle disposizioni della Convenzione dell'ONU sul diritto marittimo;

(xvii) considerato che ogni Stato europeo ha diritto di aderire alle organizzazioni di cooperazione europee ed euro-atlantiche, una volta che abbia assolto ai criteri di adesione;

(xviii) condannate le dichiarazioni di autorità politiche e militari russe, che parlavano di ricorso alla forza contro Georgia ed Ucraina nel caso che queste ultime aderissero alla NATO;

(xix) osservato che è proseguito il dialogo strategico tra la Russia e gli Stati Uniti sulla riduzione dei loro arsenali nucleari, malgrado le divergenze sul programma di difesa antimissile globale degli Stati Uniti;

(xx) osservato il potenziale di esportazione del complesso militare-industriale della Russia;

(xxi) esprimendo la propria preoccupazione riguardo al proseguimento della cooperazione tecnica e militare e la vendita di materiali militari all'Iran e al Venezuela;

(xxii) considerato che è fondamentale che la Russia, nella sua politica di esportazione di equipaggiamenti e tecnologie di difesa, continui a rispettare i suoi impegni nel quadro del Regime di controllo della tecnologia dei missili (MTCR) e dell'Accordo di Wassenaar sul controllo delle esportazioni di armi convenzionali e di beni e tecnologie duali;

(xxiii) sottolineata l'importanza di proseguire il dialogo interparlamentare che l'Assemblea ha avviato con la Duma e il Consiglio della Federazione di Russia sulle questioni di sicurezza e di difesa europee,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI DELLA UEO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA E DELLA NATO A:

1. definire una impostazione comune mirante ad associare la Russia, laddove le due parti abbiano interessi comuni, alle operazioni di gestione delle crisi dell'Unione Europea;

2. includere nel partenariato tra l'UE e la Russia il dialogo sulle questioni di sicurezza e di difesa europee;

3. proseguire in seno alla NATO il dialogo con la Russia sul mantenimento dei risultati del Trattato CFE e sulla sua evoluzione, e ratificare il Trattato CFE, per gli Stati che ne sono firmatari;

4. sviluppare una posizione comune, di concerto con la Russia, riguardante la zona dei fianchi, nel Grande Nord e nel Sud-Est dell'Europa, in modo da evitare una nuova corsa agli armamenti in queste regioni sensibili;

5. proseguire in seno alla NATO la cooperazione con la Russia in materia di difesa antimissile di teatro;

6. proseguire la cooperazione bilaterale e multilaterale tra gli Stati europei e la Russia in materia di difesa e di equipaggiamenti e tecnologie di difesa;

7. proseguire una politica favorevole all'adesione alla UE e alla NATO di ogni Stato europeo che adempia i criteri fissati;

8. tenere informata l'Assemblea sullo stato e l'evoluzione delle relazioni tra l'UE, la NATO e la Russia in materia di sicurezza e difesa.